

Synthèse : La structuration de la contestation de projets d'aménagements les zadistes



La ZAD de Notre-Dame-des-Landes cliché par JEAN-SEBASTIEN EVRARD pour l'AFP

15/09/2017

Septembre 2017



1	Introduction	3
1.1	<i>Retour sur l'avancement de la recherche sur l'acceptabilité sociale des projets d'aménagement</i>	4
1.1.1	La prédominance de la littérature canadienne francophone	4
2	La contestation sociale	Erreur ! Signet non défini.
3	La structuration et la relative instrumentalisation de la contestation zadiste	7

Liste des tableaux

Aucune entrée de table d'illustration n'a été trouvée.

Liste des figures

Figure 1 <http://www.scopus.com> Évolution du nombre d'articles scientifiques faisant mention de l'expression « acceptabilité sociale »4

1 INTRODUCTION

L'acceptabilité sociale est une des grandes thématiques de recherche contemporaine en sciences humaines et sociales. En effet, nombre de grands projets d'aménagement sont aujourd'hui le théâtre de vives contestations de la part d'acteurs et de populations locales. Parfois même, la contestation dépasse le strict cadre local et s'étend au-delà. Lorsqu'elle prend au niveau régional, voir national, le débat portant sur le projet peut conduire à un clivage de la société aux idéaux antagonistes. Cette situation mène assez régulièrement à la mobilisation de militants se fédérant autour de questions environnementalistes et d'idéal sociétal alternatif. Cette contestation prend alors forme par l'occupation du site retenu par le projet, la ZAD¹. Les militants s'appellent « zadistes ». Ces dernières années, la contestation s'en est trouvée exacerbée par l'installation médiatisée de zadistes sur les sites de grands projets d'aménagement. On peut ainsi se référer aux projets du barrage de Sivens ou de l'aéroport de Notre-Dame des Landes. Sans aller jusqu'à un tel niveau de contestation, l'ensemble des projets menés sur les territoires et indifféremment portés par l'acteur public ou privé sont en proie à la contestation. Ce contexte conditionne un nouvel impératif de la part des décideurs, l'acceptabilité sociale du projet. Elle détermine fréquemment le succès ou l'échec d'un projet. La « *notion s'enracine dans les stratégies mises en œuvre par les décideurs pour maîtriser une opposition qu'ils ne cherchent malheureusement pas toujours à comprendre* » (GENDRON, 2014). Néanmoins, cette notion ne doit pas être réduite au syndrome NIMBY², à laquelle on l'assimile à tort par analogie.

Actuellement, il est admis que l'acceptabilité sociale fait office de paradigme remplaçant le phénomène NIMBY pas assez englobant.

¹ Zone à Défendre. À ne pas confondre avec la ZAD ou Zone d'Aménagement Différé.

² Not In My Backyard.

1.1 Retour sur l'avancement de la recherche sur l'acceptabilité sociale des projets d'aménagement

1.1.1 La prédominance de la littérature canadienne francophone

Faisant suite au précédent propos, revenons sur l'acceptabilité sociale en tant qu'objet d'étude en SHS. Comme en témoigne le graphique ci-dessous, l'intérêt des chercheurs pour la question de l'acceptabilité sociale, n'a cessé de croître depuis les années 1970. En effet, l'expression voit l'occurrence de son évocation croissante dans les publications scientifiques. Le point d'orgue étant les années 2010.

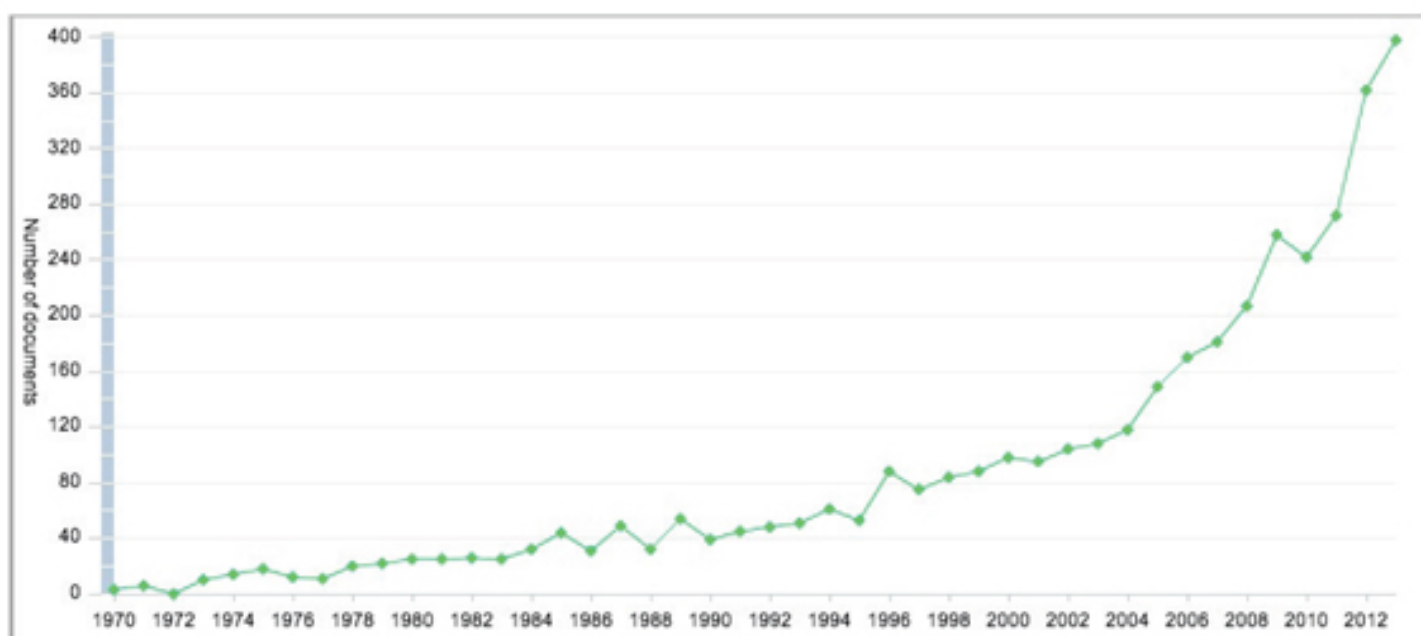


Figure 1 <http://www.scopus.com> Évolution du nombre d'articles scientifiques faisant mention de l'expression « acceptabilité sociale »

Lorsqu'on s'intéresse à la production scientifique en ce sens, on perçoit l'intérêt des nord-américains sur la thématique considérée. En saisissant des mots-clés connexes faisant référence à l'acceptabilité sociale comme : acceptabilité sociale ; NIMBY ; défiance ; projets d'aménagement ; contestation, sur des bases de données scientifiques en ligne comme CAIRN, la production québécoise semble être à l'avenant.

On retrouve ainsi l'Université du Québec à Montréal (UQAM)³ s'intéressant aux grands projets d'aménagements touristiques, l'UQUAR⁴ dont l'acceptabilité sociale est étudiée sous le prisme de projets énergétiques comme vecteurs de développement territorial. À HEC Montréal, la question d'acceptabilité sociale est encore une fois posée dans le cadre de projets énergétiques⁵. Les partenariats entre les laboratoires de recherche les collectivités ou porteurs de projets semblent la norme dans l'étude de ces phénomènes.

2 L'ACCEPTABILITE SOCIALE

Pour autant qu'elle soit évoquée, la notion demeure floue. C'est peut-être d'ailleurs ce qui explique la méfiance affichée par nombre de citoyens. Par exemple lors des consultations publiques tenues par le comité d'ÉES⁶, près du tiers des participants à la consultation se sont prononcés sur ce sujet et l'idée même « *d'étudier les facteurs d'acceptabilité sociale* » suscite la méfiance de nombreux citoyens qui croient y déceler une intention d'utiliser l'ÉES pour les convaincre du bienfondé de cette filière, d'en accroître l'acceptabilité sociale, au lieu d'en faire l'étude objectivement, (FORTIN ; FOUNIS, 2013). Le thème de l'acceptabilité sociale émerge alors que les projets et les décisions privés comme publics font l'objet d'une contestation grandissante. La notion d'acceptabilité sociale est par conséquent teintée par la volonté des décideurs de mieux maîtriser les contestations dont leurs décisions peuvent faire l'objet. « *Face à la confrontation de visions opposées, le secret de l'acceptabilité sociale des grands projets réside dans la création de valeur partagée. Si celle-ci n'est jamais évidente, elle est néanmoins possible* ». (Nicolas Renard, Directeur de la Prospective, Institut Veolia).

³ YATES Stéphanie, CARON Marie-Andrée, « *La communication comme vecteur de l'acceptabilité sociale des grandes projets* », Journal of Professional Communication , Montréal, Canada, 2012, 14p.

⁴ Université du Québec à Rimouski.

⁵ BABA Sofiane, RAUFLET Emmanuel, « *Les relations entreprises-communautés : les leçons de l'expérience d'Hydro-Québec et des Cris* », HEC Montréal Gestion, Montréal, 2/2014, 9p.

⁶ Alberta Innovates Energy & Environment Solutions.

La notion s'est imposée comme la pierre angulaire des débats entourant la contestation des grands projets industriels et d'infrastructures notamment depuis la controverse sur le gaz de schiste qui s'est caractérisée par une mobilisation citoyenne d'une ampleur sans précédent.

3 LA CONTESTATION SOCIALE

Les contestations locales de projets divers est un phénomène de plus en plus récurrent. On peut essayer de l'expliquer en partie par :

- L'adoption par le grand public de nouvelles valeurs environnementales.
- Une augmentation des informations accessibles au public concernant les risques sanitaires et environnementaux des installations. Le capital savant peut être défini comme l'ensemble des connaissances acquises (scientifiques, vernaculaires ou institutionnelles) au cours du processus de résistance.
- Une perte de confiance dans la capacité du gouvernement et des experts à prendre des décisions informées, prudentes et équitables sur les technologies risquées.
- La création statutaire de nouvelles opportunités pour la participation publique dans les processus administratifs et judiciaires, (LÉA, 2013).

La résistance des populations, associations et la faculté de ces dernières à s'informer, créé des individus éclairés sur des thématiques complexes et techniques. On parle alors de constitution de capital savant « Le capital savant peut être défini comme l'ensemble des connaissances acquises (scientifiques, vernaculaires ou institutionnelles) au cours du processus de résistance » (LÉA, 2013). Un profane peut alors être à-même de questionner des études. Des initiatives citoyennes peuvent aller jusqu'à produire des contre-expertises. Ce cas est alors nommé « duels scientifiques » (BUSENBERG, 1999).

4 LA STRUCTURATION ET LA RELATIVE INSTRUMENTALISATION DE LA CONTESTATION ZADISTE

Une nouvelle forme de contestation apparaît dans les années 2000, les « zones à défendre » ou couramment appelées ZAD. Jusqu'alors l'État, les collectivités, les porteurs de projets devaient composer avec la contestation des opposants « raisonnables » généralement des populations locales et autres écologistes (ou nimbystes). Mais depuis ce nouveau type d'opposants s'est constitué. La négociation, le débat, le compromis ne les intéressent aucunement. Ces contestataires, les altermondialistes s'intéressent alors à des questions d'aménagement du territoire et d'environnement « *...mais aussi géographique et temporel, puisqu'il n'est plus question d'occuper pendant quelques jours ou quelques semaines les rues et les places des grandes métropoles, mais de s'implanter sur la durée dans des territoires ruraux* » (SUBRA, 2017). Cet intérêt du courant altermondialiste pose des questions. Comment articuler les actions de ces individus aux revendications des populations locales ? Peut-on penser que la présence de zadistes altermondialistes radicalise une partie du mouvement écologiste français ? Dans les faits, l'installation des zadistes extérieurs au territoire a pour effet de redynamiser la contestation des riverains. Les zadistes sont des individus contestataires souhaitant empêcher de par leur occupation du site, l'engagement des travaux.

Le mode opératoire entre les différentes ZAD est le même, cela passe par l'occupation permanente du site par des militants altermondialistes (SUBRA, 2017). Mais comment arrive-t-on à l'occupation prolongée du site d'un projet ? Généralement, cette forme de contestation prend place dans un contexte particulier. Il s'agit généralement de projets d'aménagement faisant consensus auprès de nombre d'acteurs. Pour exemple, le projet d'aéroport de Notre-Dame-Des-Landes est soutenu par les grands élus du territoire, comme J-M Ayrault Maire de Nantes et de la CA⁷ de Nantes Métropole, des présidents de départements et de région, divers collectivités locales, les services de l'État, comme la DGAC, la préfecture de Loire-Atlantique, le patronat régional et le groupe Vinci. Face à eux, la société civile comprenant des agriculteurs, des riverains, des associations, des militants écologistes, les grandes associations nationales de protection de l'environnement (France Nature Environnement, WWF, Greenpeace, Ligue de protection des oiseaux, Fondation Nicolas Hulot) et de certains syndicats agricoles (La Confédération paysanne et la fédération de Loire-Atlantique de la FNSEA).

Il semble évident que le rapport de force n'est pas en faveur des opposants. Ce déséquilibre important constitue une motivation supplémentaire des zadistes à se mobiliser. Le modèle d'action des zadistes repose sur l'occupation, la résistance et la communication.

L'occupation s'inscrit sur la durée, des semaines, des mois, des années jusqu'à l'abandon du projet ou l'évacuation par les forces de l'ordre. Bloquer le processus de réalisation du projet leur permet de gagner du temps. La temporalité de leur action est essentielle. Si la contestation s'engage dans la durée, les zadistes peuvent communiquer et enrôler de nouvelles personnes pour les rejoindre et grossir leurs rangs. Par ailleurs, il est leur est possible de lancer de nouveaux recours judiciaires avec le concours des associations environnementales et les différents partis opposés. Les recours peuvent « geler » le temps de leur instruction la réalisation du projet.

⁷ Communauté Urbaine.

Les actions menées par les zadistes sont relayées par leurs soutiens comme différents groupes écologistes, d'extrême gauche, libertaires ou altermondialistes. Cette large diffusion sur internet par le biais de différents réseaux fédère et permet le ralliement à la cause de nouveaux individus.

La forme de contestation portée par les zadistes se distingue de celle portée par leurs aïeux dans les années 1970 dans le Larzac, où il s'agissait davantage d'un mouvement de désobéissance civile prônant la non-violence. Les zadistes ne sont pas non-violents. Ils estiment que pour pouvoir faire face aux tentatives des forces de l'ordre à les déloger, ils se doivent d'utiliser la force pour tenir leurs positions.

Cette étiquette d'individus violents, de marginaux fait les affaires des porteurs de projets et de leurs soutiens. En effet, il arrive que lors de manifestations, des zadistes apparentés à des groupuscules d'extrême gauche dégradent du mobilier urbain, taguent des façades etc. Ces actions menées par une minorité parmi les zadistes peut conduire à une certaine forme de récupération politique de la part des politiques, du porteur de projet. La violence est quelque chose qui divise. *In fine*, ces actions discréditent les revendications et les actions des zadistes. Ils sont alors considérés comme des voyous, des marginaux par l'opinion publique qui partage en partie leurs revendications. Les politiques l'ont bien compris. La récupération politique de ce type d'évènement sur des questions sécuritaires, de maintien de l'ordre public servent le dessein personnel des politiques. Le porteur de projet peut de son côté discréditer les opposants zadistes en arguant que ces derniers de par leur mode de contestation violent, n'ont pas la légitimité à être entendus.

5 QUELQUES NOTES D'INTERET MAIS SUPPRIMEES AU REGARD DU RECENTRAGE DU PROPOS SUR LA STRUCTURATION ET L'EVENTUELLE INSTRUMENTALISATION DU MOUVEMENT ZADISTE

5.1 Nouvelle relation du citoyen à l'intérêt général

5.1.1 Un contexte sociétal de défiance

« En effet, les contestations de proximité soulignent la difficulté contemporaine à penser les autorités publiques comme les seuls dépositaires de l'intérêt général dans un monde que l'on redécouvre instable et incertain, en éprouvant les conséquences (in)attendues, (in)directes et persistantes de la modernisation de l'espace et de l'action publique » (LATOURET, 2003).

5.2 Quels leviers d'acceptabilité ?

- De nouveaux modes de communication à privilégier par le promoteur, porteur de projet. Le ton donné, ne doit être dans la confrontation, mais dans l'échange constructif. On parle de concertation, entre des différentes parties prenantes. Ces acteurs participent alors directement à cette co-construction de l'acceptabilité sociale. De fait, l'objectif ultime du processus, d'un point de vue sociétal, est d'aller au-delà de la simple acceptabilité pour faire en sorte que les parties prenantes s'approprient le projet et s'y identifient.
- S'insérer dans un projet de territoire, ou le définir conjointement avec les acteurs locaux.
- Offrir au territoire et populations des retombées positives.
- Engager la concertation en amont, dans les premières phases de réflexion du projet.
- Limiter les nuisances et risques.
- Définir une limite quant au risque « acceptable ».

5.3 Le cas du projet de méthanisation de la SAS AGROGAZ

6 L'émergence de la contestation

7 L'insertion territoriale pour une acceptation du projet partagée

6 BIBLIOGRAPHIE

BABA Sofiane, RAUFLET Emmanuel, « *Les relations entreprises-communautés : les leçons de l'expérience d'Hydro-Québec et des Cris* », HEC Montréal Gestion, Montréal, 2/2014, 9p.

BATELLIER Pierre, « *Acceptabilité sociale Cartographie d'une notion et de ses usages* », UQAM, Montréal, Canada, 2015, 152p.

GENDRON Corinne, « *Penser l'acceptabilité sociale : au-delà de l'intérêt, les valeurs* », Communiquer, 2014, 13p.

FNCUMA, *Réussir un projet de méthanisation territoriale multipartenariale*, édition Coop de France & FNCUMA, 237 p. (50€ non accessible en ligne à commander à FNCUMA)

YATES Stéphanie, CARON Marie-Andrée, « *La communication comme vecteur de l'acceptabilité sociale des grandes projets* », Journal of Professional Communication , Montréal, Canada, 2012, 14p.

FORTIN Marie-José, FOURNIS Jean,. « *Vers une définition ascendante de l'acceptabilité sociale : les dynamiques territoriales face aux projets énergétiques au Québec* », Natures Sciences Sociétés, Les Ulis, France, vol 22, 3/2014, 10p.

LASSALLE DE SALAINS Maryvonne, MOURAD Attarça, et. « *Quand l'entrepreneur devient entrepreneur politique. Le cas du développement de la méthanisation agricole en France* », *Revue française de gestion*, n°232, 3/2013, p. 25-44

LÉA, Sébastien, *Le nimby est mort. Vive la résistance éclairée : le cas de l'opposition à un projet de décharge*, Essonne, Sociologies pratiques, n°27, 2/2013, p. 145-165

http://www.espace-ressources.uqam.ca/images/Documents/Recherche/Rapports_recherche/Batellier-2015-Acceptabilite-sociale.pdf L'acceptabilité sociale constat et état des lieux Québec/France.

SUBRA, Philippe. « *De Notre-Dame-des-Landes à Bure, la folle décennie des « zones à défendre » (2008-2017)* », Hérodote, Paris, 2/2017, 21p.